



Saint Lô, le 26 août 2025.

A

**Monsieur le président**  
**Du conseil départemental de la Manche**

**Objet : préavis de grève du 10 septembre au 31 octobre 2025 pour les agents du conseil départemental de la Manche.**

Monsieur le président,

Vous avez pris connaissance comme tous les français du projet de budget élaboré par le premier ministre Mr François BAYROU.

Ce projet de budget d'austérité entend réaliser 43 milliards d'économies supportés par les citoyens français et tout particulièrement les fonctionnaires dont nous faisons partie.

L'ensemble des annonces est une véritable attaque sans précédent contre les travailleuses et les travailleurs de ce pays :

- Suppression de deux jours fériés (qui ne seront pas rémunérés pour les salariés/agents)
- Année blanche avec le gel des prestations sociales, des pensions de retraites, du point d'indice des fonctionnaires (qui l'on déjà subit pendant presque 10 ans)
- Atteinte à la protection sociale maladie en remettant en cause l'ALD (Affection de Longue Durée) et en augmentant la franchise médicale à 100€ après la réduction du taux d'indemnisation des fonctionnaires à 90%
- Non remplacement d'un fonctionnaire sur 3 entraînant une dégradation des conditions de travail de ceux restant en poste et de facto la qualité des services publics
- Révision du code du travail par ordonnance après les derniers démantèlements des Lois EL KHOMRI et MACRON...

Un mouvement citoyen s'est constitué en opposition à ce plan d'austérité qui fait supporter des économies aux plus fragiles en remettant en cause notre système de protection sociale issu de la seconde guerre mondiale sans demander d'efforts aux plus riches et aux entreprises qui elles rappelons-le perçoivent 211 milliards d'aides publiques sous forme d'exonérations sociales.

Devant cette injustice et ce mépris, le syndicat CGT du conseil départemental dépose ce préavis du 10 septembre 2025 au 31 octobre 2025 afin que les agents puissent se mobiliser.

Le syndicat CGT apporte tout son soutien au mouvement du 10 septembre et s'y associe. Nous serons force de proposition pour la mobilisation.

Les mesures de ce budget sont socialement injustes et économiquement inefficaces et surtout dangereuses pour les citoyens les plus fragiles.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le président, nos salutations respectueuses.

**Laure ABISSET**

**Secrétaire générale**